

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

10 AU 16 JANVIER 1991

N° 810

10,00 F

TANDIS QU'IL EN EST ENCORE TEMPS

Agissons contre la guerre

EN un temps où se voit de nouveau menacée la sécurité des peuples, la logique impose de rechercher les causes de ce genre de conflit. Tout d'abord observer que, dans notre société basée sur le profit, la crise du Golfe n'est qu'un épisode des rivalités permanentes des Etats et affairistes capitalistes (multinationales en tête) qui se disputent les sources d'énergie et les débouchés sur terre et sur mer. Et l'on a vu trop souvent dans le passé que ces guerres économiques aboutissaient parfois à des affrontements combien meurtriers.

Or, dans le cas de l'occupation du Koweït, on sait que c'était là, depuis de nombreuses années, l'objectif du sinistre mégalomane Saddam Hussein. Lequel, obsédé de puissance réclamait pour son pétrole l'accès à la mer. On sait aussi que dès juillet les avions espions américains avaient observé des mouvements de troupes irakiennes le long de la frontière koweïtienne. On savait donc, côté USA, à quoi s'en tenir sur les intentions du dictateur irakien.

D'autre part, on a pu lire dans le *Figaro Magazine* du 4 décembre, sous le titre interrogatif « Qui a déclenché la guerre du Golfe ? », un article qui éclairait d'un jour nouveau les responsabilités de ce conflit. On nous signale, en effet, que deux auteurs d'un livre *Guerre du Golfe* y dénoncent la maladresse de la CIA américaine et du secrétariat d'Etat qui, dès le 30 juillet, transmettaient à Saddam Hussein, je cite : « un signal qui pouvait se traduire par une garantie de non-intervention des Etats-Unis. » Trois jours plus tard, l'Irak envahissait le Koweït.

Ainsi, si cela est exact, et sans vouloir légitimer la solution de force appliquée

par Saddam Hussein, on peut comprendre que celui-ci pouvait se prévaloir de la tolérance dont avaient bénéficié les auteurs des précédentes occupations territoriales : Israël en Cisjordanie et à Gaza, la Syrie au Liban, l'URSS en Afghanistan, les USA au Panama, etc. Il pouvait escompter encourir pour le moins un blâme des instances internationales et en tout cas se trouver en position de force pour négocier le libre accès à la mer pour son pétrole.

Vers l'hécatombe ?

En définitive, une question se pose : s'il ne s'agit là que d'un tragique malentendu diplomatique, cela vaut-il qu'on en arrive à lancer des masses humaines les unes contre les autres avec pour plus clair résultat de nouvelles hécatombes ?

Bref, dans ce climat d'incertitude la plus complète sur l'issue de la crise se révèle l'interdépendance des pays du globe par son retentissement sur l'économie mondiale. C'est partout le doute dans les esprits, l'attentisme et le ralentissement de l'activité économique. Indépendamment de la flambée des prix pétroliers, la crise risque de freiner les investissements et d'accroître le chômage. Certaines industries d'exportation entrent en récession, sans compter la spéculation boursière et la déprime des marchés financiers.

Face à un tel état de choses dont le danger grandit de jour en jour au fur et à mesure qu'on se rapproche de la date fixée par l'ONU pour l'évacuation du Koweït, on doit reconnaître que les



réactions ne se sont pas fait attendre de la part de certaines organisations et personnalités pour lancer un cri d'alarme et alerter l'opinion. Des pétitions, meetings et manifestations ont suivi s'élevant contre les solutions de force et réclamant le retrait des troupes envoyées dans le Golfe. On aurait pu attendre qu'en la circonstance les organisations syndicales, dont la vocation, outre la défense et l'amélioration des conditions de vie, est la lutte contre la guerre et l'oppression cessent leurs divergences pour faire bloc et amplifier le courant pacifiste tant sur le plan national qu'international.

Hélas, il n'en a rien été et se vérifie

une fois de plus que l'internationalisme prolétarien n'est trop souvent qu'un lointain souvenir.

Comme quoi, en l'occurrence, s'il ne nous est pas interdit de rêver, il convient de ne pas se bercer d'illusions, nous ne ferons encore qu'un « baroud d'honneur », comme par le passé, lors de problèmes du même ordre.

Il n'en reste pas moins que la poudre qui recèle le Moyen-Orient restera à tout instant explosive tant que ne sera pas réglé l'ensemble des problèmes de la région.

Mais cela est une autre histoire que nous réservons l'avenir.

Nicolas Faucier

Manif contre la guerre,
à Paris,
le samedi 12 janvier,
à 14 h 30,
place de la Bastille.
Venez-y nombreux
au côté de la
Fédération anarchiste !

EDITORIAL

Monteront-ils, donc, le 15 janvier, à l'aube rougissante, en direction de la ligne de front nos fringants militaires ?

Certains imbéciles de droite, comme de gauche, voire d'extrême gauche le souhaitent, et ceci pour diverses raisons.

L'« avant-garde éclairée du prolétariat » espère encore que du chaos naîtra la révolution... un remake de la guerre de 14-18 et de la révolution russe, en quelque sorte. Mais combien de cadavres faudra-t-il pour y parvenir ? Et surtout pour quel cruel résultat ? Ils n'en n'ont cure. Seule une stratégie de bas étage leur importe.

Que l'on ne se prenne pas trop à rêver d'apocalypse. Actuellement, les révolutionnaires manquent encore trop de cohésion, voire seulement d'ambition pour jeter bas le capital.

Lucides, les libertaires savent que la route est longue en vue de l'émancipation sociale... car il ne s'agit pas de mener un coup d'Etat militaire de type bolchevik pour proclamer révolution faite ! Gare à l'escroquerie.

PRISON

Michel Vaujour : chronique d'un meurtre à petit feu

Voici le témoignage de Michel Vaujour (condamné pour braquage), gréviste de la faim depuis le 15 décembre 1990, pour protester contre quatre ans d'isolement absolu. Rappelons que l'isolement est dénoncé par Amnesty International, comme étant un acte de torture. Cette torture est considérée comme « légale », en France, durant 3 mois renouvelables une fois. Mais l'Administration pénitentiaire a beau jeu de transférer l'isolé au terme de 6 mois, pour le placer dans le quartier d'isolement d'une autre prison, si tant

est qu'elle prenne la peine de se livrer à cette mascarade légale. Dénoncé au cours de toutes les mutineries, suscitant des grèves de la faim innombrables l'isolement des prisonniers considérés comme des « meneurs », ou des « meneurs potentiels » persiste. Pire, il s'intensifie et se prolonge. La lutte de Michel Vaujour sera vraisemblablement suivie par d'autres prisonniers — vers la lutte finale contre les quartiers d'isolement ?

de mon cerveau. Mon état était alors lamentable, tant au plan physique qu'au plan psychique : hémiplégié de tout mon côté gauche pour l'un, et confusion totale pour l'autre. C'est dans cet état que j'entamais ces quatre années d'isolement. Mon transfert de l'hôpital Beaujon à l'hôpital des prisons de Fresnes (HPF) s'effectua très rapidement au sortir du coma, alors que je me trouvais encore en salle de soins intensifs. Ce transfert fut décidé sur l'insistante demande du juge d'instruction et du parquet. L'hôpital ne s'y opposa pas très fermement, dans la

mesure où ma présence entraînait l'occupation du service par des hommes en armes du Raid, peu discrets.

Les médecins exigèrent tout de même qu'une décharge soit signée, cependant que le juge assurait que l'on pourrait me dispenser à l'hôpital de Fresnes tous les soins nécessaires. Je fus remis aux mains de l'Administration pénitentiaire.

A l'hôpital des prisons de Fresnes, la pression paranoïaque de l'Administration pénitentiaire sur le corps médical, à mon égard, fut énorme et permanente. On fit tant de remontrances aux infirmières

qu'après un certain temps, une seule osait encore venir me voir. De son côté, le neurologue avait à ce point intériorisé la paranoïa de l'Administration pénitentiaire que lorsque je lui parlais soins, il me répondait sécurité. Tant et si bien que je me retrouvais livré à moi-même, cloué au lit. Mes « soins » se limitaient à deux comprimés par jour et au nettoyage intermittent de ma cellule et de mon lit.

L'Administration pénitentiaire s'opposa à ce que je suive la moindre rééducation, en arguant de « mesures de sécurité ». C'est totalement seul que je dus

reprendre peu à peu possession de mon côté gauche. Peu après, je parvenais à me tenir debout en m'agrippant aux murs, mais mes tentatives se soldaient souvent par des chutes dangereuses, du fait de ma récente opération au cerveau.

Je demandais donc que l'on me donne des cannes anglaises. L'Administration pénitentiaire s'y opposa, en arguant de nouveau de « mesures de sécurité ».

Après diverses interventions auprès du juge d'instruction, je pus enfin disposer d'un déambulateur.

(suite p.5)

T2137 - 810 - 10.00 F



F°P. 2520

NOTES DE LECTURE

« Paroles directes » légitimité, révolte et révolution autour d'Action Directe

D ISONS le tout net, ce livre ne manque pas de courage. En choisissant de traiter un thème qui n'est plus vraiment dans l'air du temps ! En évitant soigneusement de caresser le spectaculaire dans le sens du poil ou (ce qui revient au même) de chasser les béciles de l'ethno-sociologue. En se mettant à l'écoute de *loosers* désormais inaudibles, et en mettant allégrement les pieds dans le plat de nos tabous et... de nos fantasmes !

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, la démarche d'Action Directe que ce livre essaye de définir a guetté, guetté et guettera encore longtemps tous ceux — dont nous sommes — qui pour sans cesse chevaucher la révolte ont constamment au cœur l'impatience d'un monde nouveau. Ainsi, plutôt que de détourner savamment le regard ou de se voiler la face à grands renforts de jugements moraux, mieux vaut regarder les choses en face pour tenter... d'y faire face.

Cela étant, pour courageux qu'il soit, ce livre aurait sûrement gagné à aborder le « délicat » sujet de la lutte armée en Europe occidentale autrement qu'il ne le fait.

En premier lieu, on peut, en effet, regretter l'ambiguïté qui préside à une introduction matérialisée par deux textes signés chacun par une partie seulement des « intervenants épistolaires » de ce livre et dont l'un précise que « les signataires de la présente déclaration ont pris part à ce livre comme analystes de la vie politique et

non comme acteurs ». Ce qui pourrait laisser supposer que les signataires de l'autre texte se définissent, eux, comme des acteurs. Mais des acteurs de quoi, grand dieu ? De la lutte armée ? Fi, donc ! Ou, mais alors pour quoi ne pas le dire clairement, de la lutte armée théorique en faveur de la lutte armée ?

Langue de bois et mégalomanie paranoïaque

Ensuite, même si certaines contributions — en particulier celle de Loïc Debray — nous brossent un portrait relativement précis de la réalité complexe et évolutive d'Action Directe, qui partie d'une autonomie anarchisante en est arrivée à un léninisme à front bas, on souffre de ne lire d'Action Directe que des textes (ceux de janvier 1987 émanant du commando Pierre Overnay et ceux du procès de janvier 1989) où la langue de bois et de plomb le dispute à la mégalomanie paranoïaque. Plus « intéressant », sinon plus « objectif » aurait été d'offrir au « lecteur » un échantillonnage de textes plus vaste et en tout état de cause moins caricatural.

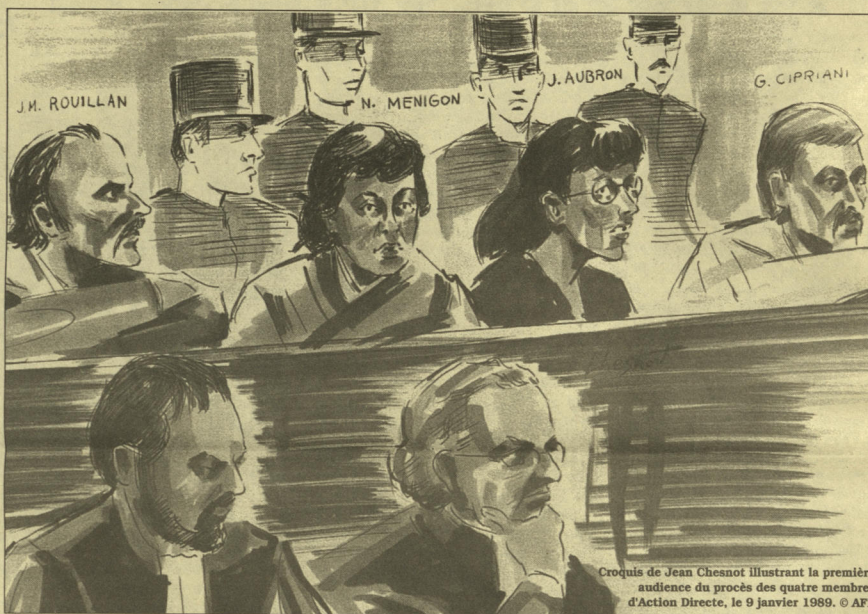
Dans le même ordre d'idée — dès lors que l'on se propose d'écouter avant d'analyser — on peut également regretter le choix exclusif de l'écrit comme matériau de réflexion. Action Directe c'est certes des textes. Mais c'est quand même aussi des individus, des itinéraires, des vies, de l'amour, du

quotidien... de l'humain. Or de tout cela qui nous concerne tout autant que le délire de proclamations béton, rien ou presque ! Et c'est dommage ! Car on peut être — et c'est mon cas — radicalement en désaccord avec l'idéologie (celle du début, comme celle de la fin),

au sein de son appareil productif... Mieux aurait peut-être valu, comme Anne Sveva, faire simple, clair et direct sur les « distinguos » à opérer entre violence révolutionnaire et terrorisme, l'ETA, l'IRA... et des groupes comme AD, la logique d'une dérive et

aujourd'hui, comme hier, souffre du syndrome de la caricature réductrice et de son *alter ego* l'ambiguïté.

Au bout du compte, malgré le mérite qui est le sien d'aborder frontalement une problématique largement tabou et fantasmagorique, ce livre qui est à



Croquis de Jean Chesnot illustrant la première audience du procès des quatre membres d'Action Directe, le 9 janvier 1989. © AFP

la stratégie et le fonctionnement d'Action Directe, et même avec le choix de la lutte armée en Europe occidentale en 1990, et désireux de comprendre l'ensemble des tenants et aboutissants d'un processus dont on sait qu'il touche tout à la fois au politique, à l'idéologique, au social... et au quotidien.

De tortueuses considérations sur la lutte armée

Enfin — est-ce dû au choix des questions ou à la personnalité de ceux qui y répondaient ? — on a du mal à digérer des textes qui inlassablement et méthodiquement s'enlisent et s'engluent dans de grandes et tortueuses considérations sur la légitimité et l'illégitimité de la lutte armée ; sur la légalité et l'illégalité dans les Etats dit « de droits » ; sur la Régie Renault ; le rôle et la fonction de Georges Besse dans les restructurations à la serpe qu'un capitalisme machiavélique et satanique effectue

de la dérive d'une logique... A défaut de clore un débat qui restera toujours ouvert pour ceux qui savent que la révolution ne peut pas faire l'économie de la violence, que la lutte armée est incontournable dans un processus de rupture révolutionnaire... mais qui savent également que l'éthique, le comment et le pour quoi on lutte sont des boussoles dont les libertaires ne peuvent pas se passer sous peine de perdre leur âme, une telle approche du problème (qui ne tourne pas la cuillère autour du pot) aurait au moins permis de borner le champ d'une réflexion qui

lire nous laisse sur notre faim. Mais sans doute était-il difficile de faire autrement, car si les armes de la critique étaient plus acérées qu'elles ne le sont aujourd'hui, la critique en armes n'en serait pas où elle en est !

Jean-Marc Raynaud
(gr. Bakounine)

Paroles directes, ouvrage collectif, éditions Acratie, 1990. Prix : 98 F. Ce livre est en vente à la librairie Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Programme des cours sur l'anarchisme

Le mardi 15 janvier 1991,
— les anarchistes dans le mouvement révolutionnaire ;

le mardi 22 janvier,
— autour du pouvoir (les anarchistes et l'autorité) ;

le mardi 29 janvier,
— l'antimilitarisme anarchiste...

à 20 h 30,
au local du groupe Louise-Michel,
10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche),
75018 Paris.

CRISE DU GOLFE

Guerre du Golfe : Non !

La guerre du Golfe n'aura pas lieu... « Elle sera apocalyptique »... « Nous croyons encore à la paix »... « Ce sera une guerre-éclair »... Cela dure maintenant depuis plus de cinq mois. Annoncée imminente un jour, la guerre dans le Golfe est reportée le lendemain. Plus nous approchons de l'ultimatum de l'ONU, plus cette tragédie valse à deux temps s'accélère. Les dernières heures avant le 15 janvier précipitent encore ce va-et-vient absurde. Les diplomates, envoyés spéciaux, missionnaires se croisent, se bousculent. Les uns courent à Bagdad. Les autres se rejoignent ici à Genève, là à Washington ou Paris. On nous promet la guerre. On nous fait croire à la paix. L'intérêt de ce double langage est de taille : guerre ou non il maintient l'oppression. Une oppression multiforme, celle du discours d'abord. Les maîtres du monde confirment ainsi leur monopole. La voix unanime des pouvoirs retentit dans tous les recoins de la planète. Bush, Mitterrand, Hussein et tous leurs serviteurs : rois, princes, ministres... nous n'entendons qu'eux. Aucune brèche n'est possible. Toute parole contestataire est réprimée ou marginalisée. Il n'est que d'observer en France, par exemple, l'attitude des médias et des politiques vis-à-vis des initiatives pacifistes et antimilitaristes.

Guerre ou paix. Guerre et paix ! L'enjeu stratégique est énorme. On veut nous faire dire, on veut nous faire penser que la sur-enchère verbale et contradictoire est ici de mise dans ce type de conflit. Certes, mais elle a une autre fonction encore : maintenir d'autres logiques d'oppressions... celles des Etats dits « de droit ». A l'oppression du discours s'ajoutent l'oppression étatique, la division des peuples et cultures en des entités que l'on voudrait forcément opposables. Au lieu de chercher à unir, les maîtres du monde veulent diviser et renforcer ainsi leurs privilèges. Ce n'est pas nouveau. Et il n'y a là rien de bien original dans cette affirmation. Mais cette logique est

aujourd'hui démultipliée, médiatisée. Au lieu d'affirmer qu'un Palestinien, Irakien, Français ou Britannique ont des intérêts communs : ceux tous simples de vivre, de bien vivre et de vivre en paix... au lieu de cela, on veut les confronter, les opposer, les envoyer se battre, s'entre-tuer.

La guerre prétexte

Depuis la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide ces privilégiés de l'Etat-nation sont en quête d'un nouvel ordre mondial où ils pourraient retrouver leurs marques. Saddam Hussein pense pouvoir ainsi devenir le leader du monde arabe, avec la complicité tacite des Américains, bien contents de se refaire, eux, une santé dans cette affaire. En effet, leur situation économique n'est guère florissante. La

Guerre ou non, les Américains restent prêts à en découdre. Leur armada, installée en Arabie Saoudite, est une aubaine pour s'imposer dans la région.

Du côté britannique, on comprend mieux également les intérêts en jeu. *Le Monde libertaire*, entre autres, s'est déjà fait l'écho des gigantesques produits financiers liés à la famille de l'émir Jaber. *L'Événement du jeudi* ne titrait-il pas dernièrement : « Londres, capitale du Koweït ! »

Ce qui est plus surprenant, c'est le suivisme des socialistes français. Mitterrand en tête. On a du mal à discerner une cohérence politique dans ce qu'il faut bien qualifier l'« Internationale pétrolière ». En tant que dirigeants, la solidarité des socialistes au pouvoir est compréhensible. Pour le reste, cela ressemble plutôt à un reniement des idées de progrès. Il est vrai que depuis 1981, ce n'est pas le premier.

Comme le rappelait, ici même, Ronald Creagh... il ne faut plus compter que sur nous-mêmes. Il faut non seulement agir pour que cette guerre n'ait vraiment pas lieu, mais au-delà, construire un autre rapport au monde. Ce sera difficile, mais c'est la seule alternative possible. Ou bien, pour prolonger les propos de notre ami « nous continuerons à nous laisser mener par nos gouvernements » et nous sombrerons dans l'horreur d'un quotidien, où nous ne maîtriserons même plus notre vie, où nous tenterons ensemble de construire autre chose, autrement.

Guerre ou non, le 15 janvier cela devient une urgence. Il faut reprendre le projet en trois points de Ronald Creagh : premièrement, faire de la paix une priorité ; deuxièmement, organiser une conférence de tous hors des systèmes et des Etats pour discuter du vrai partage des richesses ; troisièmement, en finir avec les Etats autoritaires.

Le premier point est à court terme accessible. Si le 15, la guerre est déclarée, il faudra poursuivre nos actions, renforcer nos initiatives pour la paix. Toutes les idées seront les bienvenues.

Les trois points de Ronald Creagh

Les deux autres points du projet restent ambitieux, mais ils sont incontournables. Après l'Etat démocratique, qui produit les injustices que l'on connaît, après l'Etat marxiste, qui s'effondre enfin, reste cette fédération indispensable des peuples. Cette fédération reste à bâtir. Ce sera long et difficile. Mais il en va de l'avenir de l'humanité. Il faut s'y mettre. Il faut ensemble s'interroger et réfléchir. Il est nécessaire d'expérimenter de nouvelles formes d'organisations économiques et sociales. Par exemple faire l'étude d'alternatives économiques distributives ou autogestionnaires. Pour le social, nous pourrions privilégier les collectifs de quartiers, les lieux de vie, les coopératives ouvrières... et d'une manière plus globale élaborer des formes de démocratie directe, afin d'en finir avec les délégations de pouvoir et le parlementarisme...

Ces expériences (qui existent déjà de façon marginale) doivent bien sûr réaffirmer l'indispensable égalité économique et sociale de toutes et tous à une vaste échelle. Sur cette base et seulement sur celle là, il sera enfin possible de vivre autrement. L'horizon ne sera plus celui de la guerre, mais celui la paix.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard)



Par un jour antimilitariste, un drapeau a été, à Paris.

crise dans le Golfe est donc une bonne occasion pour les USA de faire le point de leur situation sur l'échiquier mondial : sommes-nous toujours capables de régenter le monde ? Et puis, les militaires américains rêvent de se mesurer à des armées « bien équipées ». Le général Gray affirmait, il y a peu, que si les Etats-Unis veulent demeurer une superpuissance, « ils doivent conserver le libre accès (...) aux ressources nécessaires aux besoins de nos industries », et il ajoutait : « Nous devons préserver, au sein de notre structure défensive, une capacité crédible d'intervention militaire suffisamment souple pour répondre à tous les types de conflits, partout dans le monde ».

L'envoi du parlementaire Vauzelle, à Bagdad, apparaît quelque peu tardif et bien mal présenté pour passer comme un engagement formel du gouvernement français pour défendre une logique de paix...

Quant au réveil de l'ONU, il apparaît, lui aussi, quelque peu manipulé. La lecture des dernières résolutions, celle notamment « assurante » la protection des Palestiniens dans les territoires occupés, la résolution 681, laisse songeur. Pour ce texte, il aura fallu plus d'un mois pour aboutir à un compromis, où rien n'oblige Israël à la respecter. Un tel délai n'a pas été nécessaire pour les Irakiens, lors de la fameuse résolution de novembre fixant l'ultimatum du 15 janvier. Deux poids, deux mesures !

11 DECEMBRE 1990

Incident à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine : quelle en est la gravité ?

APRES un arrêt programmé de cinq semaines pour vérification des tubes de générateur de vapeur, consécutif à l'anomalie de corrosion de l'alliage utilisé (révélée par le Comité Stop-Nogent, en 1989), EDF a obtenu l'autorisation de redémarrage du réacteur numéro un, le 16 décembre. La divergence a effectivement eu lieu le lundi 10 décembre.

Le lendemain, mardi 11 décembre, vers 23 heures, un double bang de grande intensité a réveillé les riverains. Ce bruit est caractéristique de l'ouverture intempestive des soupapes de surpression du circuit secondaire.

EDF a déclaré dans sa communication que l'arrêt d'urgence avait eu lieu

« suite à une anomalie sur une tuyauterie d'un circuit auxiliaire du groupe turbo-alternateur » (téléphone vert de la centrale, mercredi 12 décembre). L'autorité de sûreté contactée par le Comité Stop-Nogent n'était pas informée de la situation. Après une rapide vérification, un responsable de ce service nous a recontactés pour dire qu'à sa connaissance la situation était normale.

Ces informations sont incohérentes avec le message figurant le 22 décembre sur le 36 14 MAGNUC, qui fait état d'une nouvelle intervention sur les générateurs de vapeur en relation avec cet incident.

Cette obscure transparence laisse

donc supposer qu'EDF a dissimulé la nature réelle de l'incident tant au public qu'à l'autorité de sûreté. Il y a lieu de se demander si, lors de la remise en service du réacteur numéro un, il n'y aurait pas eu rupture d'un tube de générateur de vapeur, ce qui expliquerait le double bang.

Rappelons, en tous cas, que c'est la rupture d'un ou plusieurs de ces tubes qui serait la cause la plus probable d'un accident majeur en France, d'après l'Inspecteur général de la Sûreté nucléaire d'EDF et l'autorité de sûreté.

Une forte tension chez les travailleurs de la centrale, due à l'ampleur du risque encouru, explique-

MANIF CONTRE LA GUERRE

Samedi 12 janvier
tous contre
la guerre !

Les samedi 12 et dimanche 13 janvier 1991 seront des journées internationales d'action contre les menaces de guerre dans le Golfe.

A l'appel de nombreuses personnalités, dont notre compagnon Ronald Creagh, la chanteuse Colette Magny, le généticien Albert Jacquart..., de multiples organisations politiques ou syndicales et d'associations, allant de la CGT à la Fédération anarchiste, en passant par le PCF, la LCR, le Mouvement des objecteurs de conscience, l'Union pacifiste de France... de nombreuses manifestations se dérouleront au travers de l'Hexagone, mais aussi à l'étranger.

Par notre présence dans la rue obligeons les fauteurs de guerre, quels qu'ils soient, à renoncer à ce conflit, qui ne peut qu'aggraver les injustices.

Nous appelons, donc, nos lectrices et lecteurs à manifester aux côtés des antimilitaristes, des anarcho-syndicalistes et des anarchistes le samedi 12 janvier :

— A Paris, à 14 h 30, place de la Bastille ;
— A Dieppe, à 14 h 30, place du Ralliement ;
— A Lille, à 15 h, place de la République ;
— A Lyon, à 14 h, place Carnot ;
— A Nantes, avec le groupe Milly-Witkop, à 15 h, place du Commerce ;
— A Toulon, à 14 h 30, place de la Liberté ;
— A Rennes, à 15 h, place de la République ;
— A Rouen, à 14 h 30, place de la Cathédrale ;
— Saint-Nazaire, avec le groupe Fernand-Pelloutier, au Paquebot, à 15 h.

Pour sa part, l'Union régionale Sud-Ouest de la FA appelle à manifester à :

— Bordeaux, 15 h, place de la Victoire ;
— Perpignan, à 14 h 30, place Arago ;
— Toulouse, à 15 h, place du Capitole.

L'Union régionale Sud-Ouest en appelle, par ailleurs, au renvoi des papiers militaires en cas de conflit.

Enfin, des comités locaux contre la guerre seront également présents dans les cortèges provinciaux. Notons, à ce propos, la présence du GROG, à Nantes, pour nos amis de Loire-Atlantique.

Le comité de rédaction.
Paris, le 6 janvier 1990

EN BREF

CARTES

Le Groupe de résistance et d'opposition à la guerre, nouvellement créé à Nantes à l'initiative de militants libertaires, vient d'éditer deux cartes postales à adresser à l'ambassade d'Irak et à François Mitterrand. Elles sont disponibles au GRIM, BP 804, 44019 Nantes cedex. Le prix de ces cartes est libre.

PRESSE PACIFISTE

Le n° 1 d'Urgences pacifistes vient de paraître. C'est un numéro spécial « Conflit du Golfe ». On y trouve les signatures de Denis Langlois, Michel Auvray, Joël Tanaff, Michel Bailly, Laurent-Nicolas Tamman... Prix : 15 F. La revue Urgences pacifistes est éditée par l'association « Première ligne production », 20, rue Manin, 75019 Paris. Cette revue est, par ailleurs, en vente à la librairie du Monde Libertaire.

PERMANENCE DU MOC

Le Mouvement des objecteurs de conscience tient une permanence chaque samedi de 11 h à 17 h, au 24, rue Crémieux (M^e Gare-de-Lyon), 75012 Paris. Tél. (1) 43.41.91.80. MINITEL : 36 15 MOC.

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

Les pratiques d'antan

Nous vous présentons cette semaine le 9^e volet de notre dossier sur la contraception et l'avortement libres et gratuits. Avec Francis Ronsin, historien, nous évoquons la situation des femmes à la fin du siècle dernier et lors des premières décennies du XX^e.

ML : *Quelle est la situation juridique, en France, à la fin du XIX^e siècle, en matière d'avortement et de contraception ?*

Francis Ronsin : L'avortement était interdit, bien sûr, comme dans tout le monde occidental depuis l'Antiquité, mais il y avait un vide juridique en ce qui concerne la contraception.

ML : *A quels moyens avait-on alors recours pour tenter d'éviter les naissances ?*

L'infanticide

FR : On a tout d'abord une pratique, liée à la misère sociale, qui a presque disparu, mais qui à l'époque a une grande importance : c'est l'infanticide. Infanticide pratiqué par des personnes isolées, désarmées. C'est, par exemple, le cas, en région parisienne, de jeunes filles placées comme domestiques et qui, enceintes — bien souvent d'ailleurs du fait de leur patron ou du fils de leur patron — se retrouvent, pour cela, renvoyées et sans aucune relation à Paris. Elles se débrouillent alors toutes seules. Ce sont souvent leurs enfants que l'on retrouve dans les poubelles. On en trouve par moment presque un par jour. Là, c'est le degré de misère absolue.

ML : *Que se passe-t-il alors dans les autres milieux ?*

FR : Dans les milieux plus aisés, se sont formés de véritables réseaux d'infanticides. On peut lire régulièrement dans la presse des petites annonces proposant d'élever un enfant jusqu'à sa majorité, contre le versement d'une somme forfaitaire, d'ailleurs pas très élevée. Les parents perdant en principe tout contact avec le bébé, on imagine facilement que cet enfant une fois le capital versé, mourra dès les premiers froids !

Ce sont des systèmes qui sont dénoncés couramment, sans pouvoir aller, faute de preuve, jusqu'à la répression.

Les avortements demandent des contacts, des relations avec quelqu'un qui connaît une technique, ou à la limite qui prétend l'avoir acquise. Il y a bien sûr ces réseaux de faiseuses d'anges, de bonnes adresses qu'on se donne entre femmes, où que les hommes communiquent à leurs compagnes. Il y a également des publicités plus ou moins déguisées qui tournent généralement autour de formules permettant le retour des règles. Ce sont des potions, des propositions de consultation que bien des femmes savent traduire par des adresses d'avorteuses et d'avorteurs.

Les recettes sont plus ou moins dangereuses, plus ou moins efficaces. Lorsqu'il s'agit de tisanes, ou de retenir sa respiration pendant un certain temps, il n'y a pas tellement de risques.

Au contraire, le système le plus courant des sondes plus ou moins bien stérilisées, susceptibles de causer de très graves infections, que l'on tente de soigner dans la clandestinité est un procédé barbare et dangereux.

ML : *Quelles étaient les méthodes contraceptives ?*

FR : Les méthodes utilisées étaient des méthodes connues depuis l'Antiquité. De nombreux traités médicaux anciens mentionnent des recettes de contraception. La méthode signalée comme la plus courante est celle du retrait masculin. On a également recours aux lavements intimes fémi-

influences, vont faire un mélange « personnel ». Ils luttent pour la limitation des naissances dans les classes populaires, qui sont, il est vrai, les plus prolifiques, les moins éduquées, et font de la « procréation consciente » un encouragement à la libération sexuelle, à l'agitation révolutionnaire.

ML : *En quoi consiste leur discours ?*

FR : Ils ont une grande variété d'arguments, selon les publics à qui ils s'adressent. Face à des révolutionnaires, ils remarquent qu'un ouvrier ayant de nombreux enfants est rarement syndiqué, ne fait pas grève parce qu'il est pris à la

ML : *Le mouvement néo-malthusien est-il suivi par le mouvement syndicaliste, particulièrement important à l'époque ?*

FR : Oui, il y a une très forte adhésion. Les dirigeants de la CGT, qui sont des anarcho-syndicalistes, participent à des meetings néo-malthusiens. La CGT imprime le même type de tracts et le même type de papillons gommés que collent les organisations néo-malthusiennes dans les lieux publics. Ce sont les mêmes, avec les mêmes textes, mais qui au lieu d'être signés « Régénération », par exemple, sont signés CGT. Des sections néo-malthusiennes sont fondées dans les Bourses du travail, avec des heures de réception, de visites.

ML : *Et dans d'autres courants, pacifistes, féministes... ?*

FR : L'adhésion est très forte également dans le courant pacifiste. Le néo-malthusianisme est foncièrement pacifiste. Il y a des féministes indifférentes, ou même hostiles car trop imprégnées de la morale traditionnelle ; toutefois de grandes personnalités de l'histoire du féminisme participeront à ce mouvement. Je pense à Gabrielle Petit, Nelly Roussel, à Madeleine Pelletier et à bien d'autres...

ML : *Quelle est la position des néo-malthusiens sur l'avortement ?*

FR : Il y a deux discours : le premier qui présente l'avortement comme une épreuve catastrophique pour bien des femmes, et qui défend l'idée que la contraception permet de l'éviter. Le second qui, à l'opposé, rapproche l'avortement d'une méthode contraceptive. Du fait de leur origine anarchiste, les militants ne demandent pas une bonne loi à la Chambre qu'ils considéraient comme une Chambre bourgeoise et qu'ils insultent régulièrement, mais l'arrêt de la répression. Ils relèvent donc systématiquement dans la presse les très fréquents faits divers relatant des tentatives d'avortements dramatiques. Ils suivent les procès et prennent systématiquement la défense des avortées et des avorteurs.

ML : *Quels sont les autres moyens de propagande utilisés ?*

FR : Les néo-malthusiens font des journaux, éditent des tracts, des brochures, des livres, donnent des consultations. Ils organisent des conférences, avec en général une partie théorique et une description pratique des méthodes contraceptives.

ML : *Comment les autorités réagissent-elles ?*

FR : Les condamnations, amendes, emprisonnements ont commencé à pleuvoir sur les néo-malthusiens. Leur activité, avant 1920, n'est pas interdite, sauf à la comprendre comme pornographique. Aussi les peines qu'ils subissent sont liées aux « atteintes aux bonnes mœurs ». Très souvent, d'ailleurs, il s'agit de provocations menées par de puissantes ligues « pour la défense de la morale publique » ou « Alliance nationale pour l'accroissement de la population française ». En

revanche, ils bénéficient en général du régime de la prison politique, ce qui est pour le moins curieux : être condamné pour outrage à la morale publique et se retrouver au quartier politique de la Santé... La répression s'abat mais avec mauvaise conscience, mais la guerre de 1914, la propagande néo-malthusienne va être assimilée à une trahison nationale, puisqu'elle cherche à réduire le nombre de petits soldats. Elle va quasiment devoir s'interrompre. Après 1918, la volonté de réprimer devient féroce, d'autant qu'accède au pouvoir une Chambre d'extrême droite, la Chambre « bleue horizon ».

Chambre « bleue horizon » et régime de Vichy

Alors est votée la loi de 1920, qui interdit toute propagande en faveur de la limitation des naissances et toutes divulgations des procédés la permettant. Cela touche bien sûr la contraception, mais aussi l'avortement. La seule chose qui échappe à la loi, c'est le préservatif masculin, au nom de la lutte contre les maladies vénériennes. Il reste en vente, mais il est interdit de dire qu'il pourrait servir à limiter les naissances. On en est toujours là... L'avortement fait, de plus, l'objet d'une loi séparée en 1923. Jusque là il était considéré comme un crime et poursuivi en tant que tel en assises, devant des jurés. Or l'expérience avait prouvé que les jurés se montreraient généralement compréhensifs. Après 1923, l'avortement ne sera donc plus un crime, mais un délit. Il sera ainsi poursuivi en correctionnelle, sans jury, mais avec un juge professionnel qui est incité à se montrer féroce. Les peines vont être très lourdes et tomber systématiquement. On va s'acharner sur les avortées et les avorteuses. Sous le gouvernement de Vichy, elles seront passibles de la guillotine. Les néo-malthusiens, pour continuer leur lutte dans ces conditions particulièrement répressives, vont devoir redoubler d'imagination et de vigilance... Le plus actif, disciple de Paul Robin, Eugène Humbert, est pourtant mort en prison.

Propos recueillis par Nathalie Brémard

FRANCIS RON SIN

Il est maître de conférences à l'université Paris VII-Jussieu. Il est l'auteur de *La Grève des ventres, propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (XIX^e et XX^e siècles)*, édition Aubier, 1980. Et avec Roger-Henri Guerrand, il vient de publier aux éditions La Découverte, en 1990 : *Le Sexe approprié, Jeanne Humbert et le contrôle des naissances*. Ces ouvrages sont en vente à la librairie du Monde Libertaire.

MEETING - DEBAT EN FAVEUR DE LA CONTRACEPTION ET DE L'AVORTEMENT

Dans le cadre de la campagne fédérale, décidée au congrès de Villeurbanne (1990), des groupes FA de la région parisienne organisent un meeting-débat, le vendredi 25 janvier, à 20 h 30, à l'AGECA, (177, rue de Charonne, 75011 Paris) sur le thème : « On vous l'a déjà dit... on veut choisir » / Avortement, contraception : un droit ».



nins, aux préservatifs masculins (qui au XIX^e siècle sont écologiques, puisque faits avec des intestins d'agneaux, et réutilisables) et aux préservatifs féminins : éponges, houpettes, mouchoirs, enduits de produits censés avoir des vertus spermicides plus ou moins efficaces — le vinaigre, par exemple !

Reste une inconnue : la fréquence du recours aux méthodes dites « contre-nature », dont on ne parle pour ainsi dire jamais dans les ouvrages traitant de contraception. Les auteurs d'ouvrages pornographiques ou érotiques, de chansons grivoises les décrivent pourtant fréquemment, ce qui prouve que la pratique pouvait être relativement courante. Il serait étonnant d'ailleurs que des gens n'aient pas vu le rapport entre la contraception et ces pratiques érotiques.

ML : *Quelle est l'origine du mouvement néo-malthusien, qui s'est battu pour améliorer ces pratiques ?*

FR : Le mouvement néo-malthusien français est un mouvement qui a une double origine. Une origine militante révolutionnaire très largement liée au courant libertaire. Avec une opposition de certaines tendances du courant, en particulier de certains communistes-anarchistes, qui ont alors un grand prestige. Ceux-ci repoussent le mouvement néo-malthusien, comme ils repoussent le syndicalisme, comme ils repoussent tout ce qui fait dévier de la pure spéculation sociale et qui est taxé par eux de réformisme. Le deuxième « père » de la pensée néo-malthusienne, c'est bien entendu Malthus. Père totalement trahi d'ailleurs. Malthus était pasteur, et s'il était favorable à la limitation des naissances dans les classes populaires, il s'agissait pour lui d'écartier le péril révolutionnaire. Les méthodes qu'il préconisait étaient les méthodes que sa morale pouvait approuver : mariage tardif, relations sexuelles espacées et limitées au cadre du mariage.

Les néo-malthusiens, sous ces deux

gorges et qu'il est donc un esclave servile pour le patron.

Lorsqu'ils s'adressent à des ouvriers peut-être moins conscients politiquement, ils leurs expliquent que — je reprends une de leurs formules — lorsque plusieurs ouvriers se pressent à la porte d'un patron pour avoir un emploi, les salaires baissent ; lorsque plusieurs patrons sont à la recherche d'un ouvrier, les salaires montent. L'avantage de l'ouvrier est d'avoir moins d'enfants.

Les nombreux discours néo-malthusiens

Ils s'adressent aussi aux parents, en leur expliquant que les enfants qui naîtront nombreux dans une famille défavorisée seront réduits à perpétuer leur misère et à devenir de la « chair à plaisir », de la « chair à travail », de la « chair à canon » à l'usage des bourgeois. Ils s'adressent à la société en disant qu'il vaut mieux employer des méthodes préventives peu dangereuses que des méthodes tardives : avortements et infanticides.

Ces discours s'adresse très fréquemment aux femmes. Paul Robin, le précurseur du néo-malthusianisme en France, était un féministe et un grand ami des femmes. Sa vie privée est une suite de rencontres féminines et il a toujours été très attentif à tous les aspects de la condition et de la personnalité féminine (n'a-t-il pas été jusqu'à tenter la création d'un syndicat de prostituées ?). Dans sa définition des vertus d'une méthode contraceptive, il jugeait essentiel que les femmes puissent l'utiliser, la maîtriser elles-mêmes.

Ces discours à l'adresse des femmes prend alors beaucoup d'importance dans le mouvement, parce que rapidement on prend conscience que c'est là un point décisif : il faut convaincre les femmes. C'est par les femmes que l'on pourra avancer.

CACHEMIRE

La liberté est-elle pour demain ?

L'Inde, vaste pays, fait l'objet de luttes sociales, religieuses, nationalistes et ethniques multiples. C'est le cas du Cachemire où la tension persiste depuis des années. Pays divisé au lendemain de la décolonisation britannique entre l'Inde et le Pakistan, il s'y est développé un mouvement séparatiste puissant. Brian Bamford, pour le compte du journal anarchiste *Freedom*, s'est entretenu avec l'un des animateurs du Front de libération du Cachemire-Jammu (JKLF), Zafar Khan, en vue de permettre aux lecteurs une meilleure connaissance des mécanismes de la lutte pour l'indépendance en cette contrée lointaine où, il faut bien l'avouer, les préoccupations libertaires demeurent encore absentes... Mais pourrait-il en être autrement ? En filigrane, la question est posée.

LES résultats des dernières élections gouvernementales en Inde à peine proclamés, l'armée indienne avait déjà ouvert le feu sur des manifestants, réclamant l'indépendance du Cachemire, à Srinagar, la capitale d'été. Selon certaines sources on dénombra plus de cinquante manifestants blessés et autant de tués.

Depuis ces événements, les forces indiennes ont fait des rafles dans des maisons où des militants étaient susceptibles de s'être cachés. Le succès du BJP (Parti du Renouveau hindou) aux élections va peut-être forcer le gouvernement indien, du Premier ministre V.P. Singh, à se pencher sur le problème du Cachemire. Le couvre-feu a été instauré à Srinagar et toutes les autres villes de la vallée du Cachemire sont également occupées par l'armée depuis janvier 1990 (période durant laquelle commença le soulèvement que l'on connaît actuellement). Il semblerait que la police et l'administration du Cachemire ne soient pas suffisantes pour contenir la révolte.

Après les gigantesques manifestations indépendantistes qui ont eut lieu à travers tout le Cachemire pendant plusieurs semaines, le gouvernement indien a déclaré que la répression continuerait jusqu'à ce que tous les groupes militants aient été écrasés. Mais le précédent Premier ministre indien, Rajiv Gandhi (maintenant leader de l'opposition), a déclaré que d'après la tournure des événements, le Cachemire peut faire sécession « dans quelques mois sinon quelques semaines ». Monsieur Rajiv Gandhi s'oppose à ce qu'il appelle des mesures répressives prises par l'administra-

tion Jagmohan (au Cachemire) qui, continue-t-il, sont encore plus aliénantes pour les musulmans Cachemiriens. En effet, le Cachemire est le seul Etat musulman de l'Inde. Son statut a déjà été à l'origine de deux guerres entre l'Inde et le Pakistan. En 1949, les nations-Unies ont appelé à un référendum sur l'avenir du Cachemire. Mais l'Inde a toujours refusé de l'admettre et la majeure partie des Cachemiriens est fort probablement pour l'indépendance. La récente montée des partis hindous, comme le BJP dans le nord de l'Inde a rendu ce refus plus difficile à assumer pour le nouveau gouvernement indien de V.P. Singh.

Vers l'indépendance sous la bannière du JKLF

La semaine précédant la tuerie perpétrée par les troupes indiennes à Srinagar, j'ai interviewé, pour *Freedom*, un porte-parole du Front de libération du Cachemire-Jammu (JKLF). Le JKLF est le principal groupe de résistance cachemirien luttant pour l'indépendance. Zafar Khan est le secrétaire général du JKLF en Grande-Bretagne et y vit par intermittences depuis les années 60. Il a participé à une campagne pour obtenir des délégués du personnel dans l'industrie textile du Lancashire. Campagne qui, à cette période, était soutenue par *Freedom* et de nombreux anarchistes.

Maintenant, dès les premières heures du jour, M. Khan écoute les informations internationales de la BBC et à l'aube prie vers la Mecque sans déranger sa famille. Une curieu-

se combinaison mêlant à la fois un dieu moderne et un dieu médiéval : Allah et la BBC !

Brian Bamford : *Quelle est la puissance de l'occupation indienne au Cachemire ?*

Zafar Khan : On pense qu'il y a actuellement 300 000 soldats indiens en poste. On ne peut pas en être sûr car le gouvernement indien a imposé une censure des nouvelles provenant du Cachemire. Ce black-out est utilisé pour dissimuler les atrocités commises par les troupes paramilitaires. La presse britannique a protesté contre ce filtrage des informations. En effet, les journalistes occidentaux n'étaient pas acceptés au Cachemire car le gouvernement indien prétendait qu'il ne pourrait pas les protéger là-bas. Toutes les nouvelles du Cachemire viennent de journalistes indiens, les

Cachemire devenait temporairement une partie de l'Union indienne. Bien que l'accord fût temporaire, l'Etat indien incorpora très rapidement le Cachemire dans son régime politique et son administration. Les Nehru étaient des Cachemiriens, mais ils ne défendirent jamais l'idée d'un Cachemire indépendant. Il n'y eut non plus rien de fait à propos du référendum, sur l'avenir du Cachemire, recommandé par les Nations-Unies en 1949. En 1984, un des fondateurs du JKLF fut pendu par les autorités indiennes. Plus récemment le mouvement de libération est devenu une réelle menace et plusieurs milliers de personnes ont été tuées par l'armée indienne. Le soulèvement que connaît le Cachemire actuellement, a débuté en décembre 1989. Depuis plus d'un an donc, il y a eu de nombreuses arres-

force opposante aux autorités indiennes au Cachemire, serait pour une totale liberté de culte dans un Cachemire indépendant. En ce qui concerne le fondamentalisme musulman, l'histoire de la péninsule indienne révèle que le fondamentalisme tel qu'il a été expérimenté en Iran est voué à l'échec. Ceci est tout particulièrement vrai pour le Cachemire dont la population est principalement composée de paysans passifs.

Souhaits pour un Cachemire libre

Brian Bamford : *Qu'en sera-il de la liberté politique après l'indépendance ? Le JKLF aura-t-il une politique permettant l'exercice de la liberté civile et politique d'organisations opposantes ?*

Zafar Khan : Le JKLF n'est pas un parti politique, c'est un mouvement social pour un Cachemire libre et indépendant. Mais la position du JKLF est de laisser jouer la « libre concurrence » entre les organisations politiques, c'est-à-dire un pluralisme politique et une véritable démocratie.

Brian Bamford : *Certes l'indépendance du Cachemire est une idée séduisante. Mais de nombreux Etats devenus indépendants depuis peu s'avèrent bien décevants. Ils ont même parfois mis en place des régimes faisant apparaître en comparaison les puissances coloniales antérieures comme préférables ! Je pense, en fait, aux persécutions dont les minorités raciales et religieuses sont victimes. Ne devrions-nous pas cependant craindre pour la sécurité des hindous et des sikhs dans un Cachemire libre et indépendant ?*

Zafar Khan : Oui, je suis d'accord. Il y a eu beaucoup de problèmes et de déceptions dans les colonies après leur indépendance. Mais je parlerai à nouveau du caractère des Cachemiriens et de la politique du JKLF. Aucun conflit religieux n'est apparu au Cachemire ni dernièrement ni lors du soulèvement. Le fanatisme religieux n'a jamais été une force motrice au Cachemire, d'ailleurs les militants du JKLF ont cherché à rassurer les hindous en les ravitaillant en vivres lorsque le couvre-feu fut levé. Aussi le mouvement pour un Cachemire indépendant ne favorise pas une union avec le Pakistan. Le gouvernement indien et le gouvernement pakistanais de Benazir Bhutto sont tous les deux très faibles et c'est notre atout pour le moment. Il est donc plus difficile pour des gouvernements faibles d'intervenir ; la population de l'Inde et celle du Pakistan seront moins disposées à entrer en guerre contre le Cachemire. Une guerre ne ferait que les détourner des vrais problèmes sociaux et politiques de la vallée du Cachemire et leur apporterait une autre solution, imposée par un côté ou l'autre et tout aussi peu satisfaisante. Cela ne serait donc pas dans l'intérêt des Cachemiriens et ce quelle que soit leur religion.

Brian Bamford,
in *Freedom* (Londres)

(traduction assurée par Céline, groupe de Nantes)



La police indienne à l'œuvre.
© Douglas Curran/AEP.

journalistes occidentaux dépendent donc totalement des agences de presse de New-Delhi et de ce que le gouvernement officiel veut bien leur dire.

Brian Bamford : *Pouvez-vous nous parler de l'histoire de la lutte pour la libération du Cachemire ?*

Zafar Khan : Ce qu'il y a d'étrange, c'est qu'au moment du partage, dans les années 40, le Cachemire était un royaume majoritairement musulman ayant à sa tête un prince hindou. Ce prince a conclu un marché avec le gouvernement indien par lequel le

tations. On a vu à la suite de tout cela, s'unir les 200 000 Cachemiriens résidant en Grande-Bretagne.

Brian Bamford : *Quelle forme prend la lutte au Cachemire ?*

Zafar Khan : Ce qui est important, c'est de reconnaître qu'il ne s'agit pas d'une lutte armée. Non pas d'une guerre d'indépendance mais plutôt d'un soulèvement populaire, d'une campagne de libération nationale menée principalement à travers des manifestations et une résistance populaire. Cela implique des arrêts de travail dans les bureaux et dans certains cas on a vu des patrons enfermer leurs employés pour les empêcher de participer aux manifestations. Le mouvement est populaire et si vous en doutez, regardez les rapports des manifestations de masse qui ont eu lieu à Srinagar, en mars 1990, où un demi-million de personnes (soit les 3/4 de la population de la ville) occupait la rue.

Brian Bamford : *Mais ne s'agit-il pas d'une rébellion religieuse qui prend ses racines dans l'esprit du fondamentalisme musulman s'étendant depuis le Moyen-Orient ?*

Zafar Khan : On ne doit pas exagérer l'importance de l'élément religieux. Il y a eu des manifestations indépendantistes réunissant jusqu'à 10 000 sikhs et hindous dans les villes de Jammu et Rajauri, au Sud. Il y a environ deux millions d'hindous au Cachemire sur une population totale de 12 millions. Beaucoup d'entre eux préféreraient que le Cachemire devienne indépendant plutôt qu'absorbé par le Pakistan. A l'heure actuelle, le Pakistan contrôle la région d'Azad. Le JKLF, qui représente la principale

PORTUGAL

Les nouvelles d'« A Infos »

Gouvernement : corruption et détournement de fonds. L'ex-secrétaire d'Etat de la Santé, Costa Freire, qui était emprisonné pour corruption et détournement de fonds, et révoqué par le ministre en cette occasion, a été libéré au terme de quarante jours de prison en échange d'une caution de 3 000 000 escudos (caution payée avec l'argent détourné). José Manuel Belezza, frère de l'ex-ministre de la Santé, Léonor Belezza, et de l'actuel ministre de l'Economie, Miguel Belezza, compromis dans cette affaire, vit toujours dans la clandestinité. Certains affirment que la police connaît son lieu de villégiature, mais son frère étant ministre, on ne veut rien faire...

Le Syndicat socialiste UGT : détournement de fonds. José Brandao, dirigeant du syndicat des Transports UGT (tendance socialiste) a accusé les dirigeants de la centrale syndicale d'avoir détourné des sommes d'argent provenant des subven-

tions du Fonds social européen pour la formation professionnelle dans l'UGT. Le secrétaire général de l'UGT, Terres Conto, a assigné José Brandao en justice. Celui-ci a confirmé ses accusations à l'encontre de l'UGT et de son secrétaire général pour détournement de fonds pour usage personnel.

Police : viol et chantage. Le commandant du poste de la garde nationale républicaine (GNR) de Alvaizere, province située dans le centre du pays, a été accusé d'avoir violé une femme en exerçant sur elle un chantage. Le commandant est maintenant inculpé de viol et d'agression.

Le procureur de la République a essayé d'étouffer l'affaire en préconisant l'indemnisation à la victime. Celle-ci a bien entendu refusé et veut aller jusqu'au procès. Le gouvernement et la police mettent tout en œuvre pour tenter d'éviter la publicité de cette affaire.

L'OTAN offre des excédents militaires à l'armée portugaise. A partir de 1993, l'armée portugaise recevra des excédents militaires de l'OTAN : véhicules de combat M 48, véhicules blindés de transport M 113, pièces d'artillerie de 105 millimètres et avions Alféaj.

Occupation de maisons. Lasses de leurs conditions de vie (pluie dans les habitations) et ne disposant pas de conditions sanitaires minimum, douze familles qui vivaient dans un bidonville de Cascais (banlieue de Lisbonne) ont occupé des maisons neuves. Les familles ont déclaré, après avoir été invitées à regagner leurs anciennes maisons, qu'elles voulaient « un acte juridique indiquant que les maisons occupées leur appartiendraient ».

A Infos - Portugal, novembre 1990

(traduction assurée par José Da Costa [gr. Humeurs Noires de Lille])

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeudi 10 janvier
— « **Flagrants désirs** » (19 h 30 - 20 h 30)

Samedi 12 janvier
— « **La Chronique syndicale** » (11 h 30 - 14 h 30) : forum avec Maryse Tripier, autour du livre de *L'Immigration au travail*.
— « **Y'en a pas un sur cent** » (19 h 30 - 21 h) : les anarchistes des années 90 parlent, avec comme invité Floréal.

Mardi 15 janvier
— « **Blues en liberté** » (10 h - 12) : Les femmes dans le blues rural.

LITTÉRATURE

« La caverne » et autres nouvelles

E. Zamiatine, éditions Solin

L'écrivain « soviétique » Zamiatine est redécouvert chez nous, non sans un certain snobisme. On connaissait de lui son roman *Nous Autres* (1920) qui inspira le 1984 de George Orwell. Mais ce recueil de nouvelles montre d'autres aspects de son œuvre. Cela va de la description naturaliste du monde rural (*Les Entrailles*) à celle de la Révolution russe (*Trois Jours*), en y ajoutant la satire antibolchévique. Dans sa nouvelle *La Caverne*, il décrivait avec prémonition un Petersbourg figé par une glaciation polaire. Mais ce sympathisant des socialistes-révolutionnaires ne mettait pas son immense talent au service d'une réaction. Bien au contraire, il écrit dans ce livre : « *La révolution n'était pas encore cette épouse légitime qui veille jalousement au respect de son monopole légal sur notre amour. La révolution était une jeune et libre amante aux yeux de feu, et moi, j'aimais cette révolution...* »

Yves (gr. Les Temps Nouveaux)

Théâtre Paul-Eluard
162, rue Maurice-Berteaux
95870 Bezons.
Tél. : 39.61.95.48.
L'association « **La Licorne** » présente le concert exceptionnel de **Luc Romann**, le samedi 19 janvier 1991, à 21 heures.



Chanson
* Samedi 19 janvier à 20 h 45
MARIE-JOSÉE VILAR
* Au théâtre d'Ivry
1, rue Simon Dereure à Ivry-sur-Seine
Métro Mairie d'Ivry
Réservation au 46.70.21.95.

NOUVEAUTE

Le dernier album des **Scraps** (groupe lillois) *Wrapped-up in this society* vient de sortir. On peut se le procurer, pour 45 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

FANZINE

« Futur », n° 1

« Si tu veux que le monde change... commence par toi ». Diabolo, punk rebelle qui nous offre le premier numéro de *Futur*, fanzine lorrain, gratuit et sur papier recyclé, est un partisan de ce qu'il appelle la « **lutte positive** ».

Futur, « par opposition au *No Futur habituel* » explique Diabolo dans l'édito. « *L'état d'esprit de Futur : ni dieu ni maître* » écrit-il encore en appelant les rebelles à une « **lutte mentale pour chercher à améliorer les conditions de vie de chaque individu par lui-même.** » *Futur* est radicalement antifasciste, antimilitariste, anti-vivisection et écolo. Diabolo dénonce aussi ce qu'il considère comme des pollutions : le tabac, l'alcool et les drogues et défend le végétarisme.

Au sommaire de ce premier numéro de *Futur* : les skinheads, l'armée, l'expérimentation des cosmétiques sur les animaux, le skate, les « ripoux », le hard-core... des dessins, des textes et un dossier sur Noël.

Diabolo attend pour les prochains numéros les écrits d'autres rebelles. Alors lisez *Futur* et envoyez vos textes.

Pascal Didier

Futur c/o Diabolo : Centre social, 8, rue de Touraine, 57290 Fameck

ROCK BURLESQUE

L'oratorio sacré de Ludwig Von 88

WILLIAM Cramps le tueur de bouchers, Marcel l'amnésique, Louison Bobet, M. Spock, Johnny Weissmuller, Messire Quentin, Pierre Boulez et les guerriers balubas peuvent se réjouir. La terrible bande de Ludwig Von 88 qui écume depuis plusieurs années les scènes de France et de Navarre vient de commettre un nouveau forfait.

Issu en 1983 de la rencontre entre de drôles de drilles qui ont bien connu Wolfgang Amadeus Mozart et de Ludwig, une sympathique boîte à rythmes née de l'union peu orthodoxe entre une casserole attachante et une grille-pain débranché, Ludwig Von 88, qui sévit depuis sur les scènes de France et de Navarre, vient de nous faire savoir par la voie habituelle que sa dernière galette *Ce jour heureux est plein d'allégresse* était en vente depuis le 6 décembre chez votre pâtisseries préféré.

D'aspect plutôt compact (disponible aussi en cassette et en vinyle), le produit peut paraître de prime abord assez anodin. Cet « oratorio sacré en deux tableaux » a quand même reçu la collaboration mélomaniaque de Karajan, Lagoya et Rostropovitch ainsi que des chœurs et de l'orchestre du national Philharmonic Orchestra de Sidi-bel-Abbès. Mais comme le signale si justement le vigile de permanence à *National heb... daube*, ce disque est un « **outrage à la grande musique européenne** ».

Faut-il rappeler aux lecteurs avertis du *Monde libertaire* la terrifiante histoire de Ludwig Von 88. Après des débuts mouvementés, prétextant le fait de chanter et d'avoir des choses à dire, les Ludwig s'imposent dans de nombreux concerts au grand dam du public venu

exprès pour ça. Après quelques spectacles en France, dont un en soutien aux insoumis où la police n'a pas eu le courage de charger, Ludwig Von 88 passe incognito la frontière et chante en Espagne et en Suisse. En mars 1986, le groupe sort son premier album *Houlala*. « *J'allais le dire* » s'écrit le critique rock de *la Croix* en écoutant ce morceau d'anthologie du rock burlesque. Grisé par le succès, Ludwig Von 88 passe à la Mutualité, à Paris, avec Nuclear Device et les Bérurier Noir devant plus de 2 500 personnes, aux Transmusicales à Rennes et repart en Suisse pour déposer son argent et faire une nouvelle tournée radicalement triomphale puisqu'un de leurs concerts dans une usine désaffectée, à Genève, lors du sommet Reagan-Gorbatchev sera même interdit par la police. En 1987, après la sortie de l'album *Houlala II, la mission*, Ludwig Von 88 donne des concerts en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne et au Laos. De 1988 à 1990, entre quelques remaniements ministériels au sein de la bande, Ludwig Von 88 ne s'arrête pas de tourner (Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Canada, Hongrie, Québec et toujours la France et la Suisse) et d'enregistrer des disques incontournables et résolument délirants. Leur phonétique maxi 45 tours *Sprint* enregistré en septembre 88 à l'occasion des Jeux olympiques de Séoul obtiendra d'ailleurs la médaille d'or au lancer du disque. En juillet 1990, Ludwig Von 88 commet un 45 tours humanitaire *LSD for Ethiopie* en hors-d'œuvre à l'album qui vient de sortir. Le groupe poursuit aujourd'hui sa folle tournée et partira prochainement en mission en Afrique.

Dans *Ce jour heureux est plein d'allégresse*, en deux tableaux décapants

(premier tableau « *Une place déserte, au petit matin, Koweït-City sous la pluie* » et un deuxième tableau « *Une place déserte, au petit matin, Bagdad sous la neige* ») et en quatorze scènes joyeusement mises en musique (guitare, basse et Ludwig aux incroyables percussions), Ludwig Von 88 règle leur compte à Allah, aux babas, aux démocrates et aux dictateurs (« *Cassage de burnes/Un bulletin dans une urne/Il reste une place vacante/A la tête d'une patrie* »), à Vanessa und Florent, aux militaires et aux journalistes saignants de la Cinq.

Non content de faire l'apologie de la révolte et de dénoncer ceux qui nous promettent « *l'impossible/Aux limites du crédible/En encaulant les mouches/Pour sauver la patrie* » et les « *vieux séniles/Qui pour un drapeau nous enterrent* », Ludwig Von 88 chante l'amour (« *Je raserai les bidonvilles/Assainirai les ghettos/Faisant pour toi de cette île/Un diamant sorti des eaux* ») et l'intelligence.

Le disque des Ludwig n'étant pas encore interdit, vous pouvez vous le procurer et vérifier par vous-même ce que je tente de vous expliquer depuis quelques lignes.

Pascal Didier

Ludwig Von 88, *Ce jour heureux est plein d'allégresse* (CD, disque, cassette), Houlala le label. Le CD est en vente au prix de 83 F et le disque coûte 51 F, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

A l'attention de nos rédacteurs

Pour chaque ouvrage chroniqué ou référencé, veuillez, SVP, indiquer son prix et le nom de l'éditeur... Merci.

EDITIONS

Pour des vœux... libertaires !

Les éditions « **La Rue** » viennent d'éditer une nouvelle série de cartes postales couleurs. Il s'agit de huit pochoirs « **vus** » dans le 18^e arrondissement de Paris. Ces cartes postales sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire, (145, rue Amélot, 75011 Paris), au prix public de 4,50 F l'unité et de 27 F la collection de huit (chèques à libeller à l'ordre de Publico).



EXPO-VENTE

Le 19 janvier, l'association « **La Rue** » organise une exposition-vente de pochoirs anarchistes :
de 10 h à 15 h : expo et projection de diapositives ;
de 15 h à 18 h : démonstration-réalisation et vente.

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot (M^o République ou Oberkampf), 75011 Paris.

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
Rencontres libertaires, le 12 janvier, à l'Athénée municipal, de 14 h à 23 h, avec au programme : une expo sur Francisco Ferrer et sur Golfech ; la participation à la manifestation contre la guerre du Golfe, qui est prévue à 15 h, sur la place de la Victoire ; des forums sur le syndicalisme, les luttes antifascistes et antinucléaires, sur le logement et le chômage et la précarité, sur l'éducation et les expériences autogestionnaires.

A 20 h, il y aura un débat : « Face à la crise des idéologies, tant à l'Est, qu'à l'Ouest, quelle est la place des libertaires aujourd'hui ? »

Le 13 janvier, à l'Athénée libertaire (7, rue du Muguet, Bordeaux), de 14 h à 18 h (et plus) : gala avec Christian Leduc (chansons), théâtre et musique. La participation aux frais est de 20 F. Ces festivités sont organisées par la librairie L'En-dehors, le CEL, la CNT, l'OCL et la FA.

PARIS

Le groupe du 19^e-Nord vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la rue de Joinville.

LYON

La librairie La Plume Noire change d'adresse. Elle vient d'ouvrir un nouveau local au 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : (16) 72.00.94.10. Ouvert le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

NANTES

Le groupe Milly-Witkop de la FA et le groupe OCL de Nantes feront leur émission sur Radio-Alternantes (97.5 FM) le samedi 12 janvier, à 13 h, avec pour invité le groupe de résistance contre la guerre (GROG).

PARUTIONS

PRESSE

Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le n° 2 d'*Encre noire*, en collaboration avec la liaison de Saint-Dizier. Ce journal est en vente à la librairie du Monde Libertaire et lors de la vente du ML par le groupe de Nancy, chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

PRESSE

Les groupes Milly-Witkop et Dolce Farniente de Nantes vous annoncent la parution du n° 13 du *Farfadet*. Son prix est de 5 F (5 F, pour le port). On se le procure à l'adresse suivante : Magazine libertaire, Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est également en vente à la librairie du Monde Libertaire, à Paris et à la librairie Livres comme l'air (rue Copernic), à Nantes. Le n° 11/13 est encore disponible. Prix 10 F (port compris). Chèques à libeller à l'ordre de *Farfadet*.

BADGE

Un badge « Non à la guerre » a été édité pour soutenir les différentes initiatives contre la guerre. Il est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) ou auprès des militants de la FA.

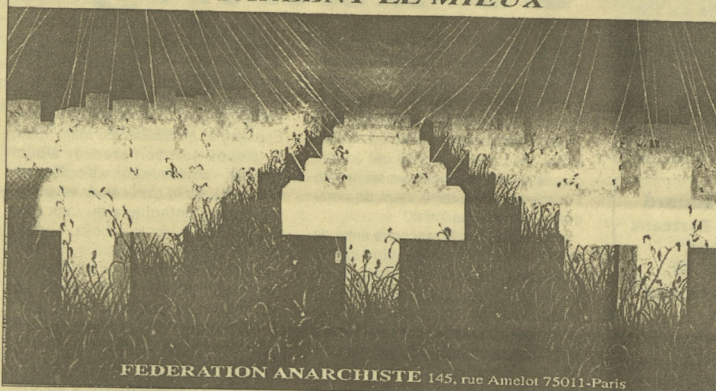
EDITIONS

Le groupe Région-toulonnaise diffuse un autocollant : A cerclé, rouge sur fond noir. Prix : 2,30 F l'unité, à partir de 25 exemplaires (port compris). Et toujours des brochures : étoile noire, étoile rouge et noire, deux mains brandissant un fusil. Prix 8,50 F l'unité à partir de 6 exemplaires (port compris). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi. Adresse : CECL, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.

Le groupe Région-toulonnaise a édité un bandeau : « Lisez le Monde libertaire, hebdomadaire de la Fédération anarchiste ». Prix : 0,40 F l'unité et 0,25 F (port compris) au dessus de 100 exemplaires. Chèques à l'ordre de Bruno Nappi. Disponible à l'adresse ci-dessus.

Edition d'affiche

L' ARMÉE, LA GUERRE
CE SONT NOS CLIENTS QUI EN
PARLENT LE MIEUX

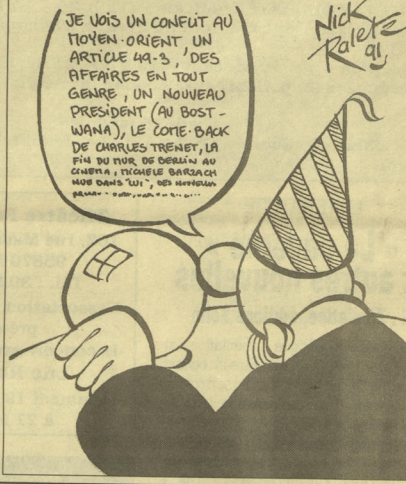


FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011-Paris

Le groupe Henry-Pouaille de Saint-Denis vient d'éditer l'affiche contre la guerre, ci-dessus. On peut se la procurer au prix de 1,35 F pour les achats en nombre. A l'unité son coût est de 5 francs. Les commandes sont à passer à la librairie du Monde Libertaire, (chèques à l'ordre de Publico).

Le dessin de la semaine

PREDICTIONS 91



MAL-LOGES

Claudine Creach suspend sa grève de la faim

C'EST une honte ! On a envie de vomir. Précaire, si tu veux garder un logement sur Paris, c'est à dire près des possibilités de « boulot » de survie, il te faut lutter des mois sous la tente, subir l'expulsion, et puis arrêter de croûter pendant des semaines pour mettre les autorités au pied du mur.

Malgré les fêtes et le folklore des grands, qui jouent avec le feu dans le Golfe, les lecteurs du *Monde libertaire* n'ont pas oublié la grève de la faim de Claudine Creach, une grève entamée le 7 décembre. Depuis cette date, il ne lui restait plus que ce moyen pour être entendue. Claudine fut expulsée de la tente de la

place Jules-Joffrin, en même temps que d'autres mal-logés, car la présence de cet abri gênait les paroissiens de l'église voisine et narguait les forces de l'ordre, installées juste de l'autre côté de ladite place. Certes, Claudine avait le choix : à la rue, avec son compagnon, elle pouvait baisser la tête, bricoler d'un squatt à l'autre, compter sur la charité des copains, ou bien encore faire amende honorable et se mettre entre les pattes d'une de ces multiples associations charitables qui, s'appropriant les pauvres à coups de bonnes paroles, se disputent les subventions allouées et autres formes d'aide.

Autour des tentes des mal-logés, « gre-

noillent » bien des escrocs de la charité. Escrocs à tous les sens du terme. Je pense à certains qui profitent des luttes pour faire reconnaître leur association, comme intermédiaire vis-à-vis des autorités et surtout comme maître-d'œuvre auprès des différents offices sociaux. Il faut bien vivre de la misère des autres. D'autres placent leurs « billes » politiques. Mais ça c'est courant et parfois utile quand la santé d'une gréviste de la faim est en jeu. Ainsi voit-on débarquer certains élus, qui ont l'avantage d'avoir un pied dans les sphères décisionnelles et qui par conséquent se posent en interlocuteurs indispensables. Claudine n'a pas voulu baisser la tête, profiter des trucs charitables, et des magouilles pour résoudre son simple problème personnel.

En 1991, au pays des droits de l'homme, du ministère de la Solidarité, le problème du logement dépasse les seuls cas individuels. Le problème est plus vaste que la simple équation entre les logements vides, maintenus ainsi à la faveur de la spéculation et les privilèges administratifs (en ce qui concerne les HLM), d'une part et les personnes à la rue, d'autre part. Personnes qui pourraient être chacun ou chacune d'entre nous. Qui, aujourd'hui, peut se dire à l'abri des accidents de l'emploi, marginalisant des familles entières. Pas besoin d'être un révolutionnaire trublion, ou un immigré clandestin pour se trouver à la rue, séance tenante.

Des promesses tardives débloquent la situation

Voilà une grève de la faim bien exemplaire en raison de sa durée de 28 jours. Vingt-huit jours jusqu'à ce que la Mairie de Paris prenne des engagements formels à titre « exceptionnel », bien sûr... le maire et le gouvernement ne désiraient pas concevoir le problème du logement comme une question globale, grave et urgente.

En vérité, les autorités ne se penchent qu'en dernière limite sur les problèmes posés et ceci uniquement sous la contrainte. Encore cette « bienveillance » tardive n'est-elle que très ponctuelle, et en usage, selon la formule consacrée, « pour des raisons humanitaires ».

Permettez-moi de douter des motivations humanitaires de M.Chirac, de son chef de cabinet ou des fonctionnaires de la Préfecture de Paris. Peut-être, dans leur tête, sont-ils sincères ? Mais ne sont-ce pas les mêmes gens ou leurs collègues qui demandent et cautionnent les expulsions.

Oui, on a envie de vomir, parce que le pouvoir de ces gens s'appuie sur l'indifférence et la démission d'une grande partie de la population.

On a envie de vomir, parce qu'aujourd'hui on est acculé à faire une grève de la faim pour obtenir le droit le plus nécessaire, le plus évident : un toit décent. Il n'est pas encore temps de crier victoire, car l'expérience prouve que la parole de l'Hôtel-de-Ville de Paris ne vaut pas grand chose et s'envole très facilement. Nous verrons bien le 15 janvier, date butoir des engagements pris, la valeur des mots d'un chef de cabinet. La grève de la faim n'est que suspendue... Affaire à suivre, donc.

Jacques Niltreb

BILLET D'HUMEUR

Nouvelles des camps français

La France est un pays démocratique. Elle est le berceau des Droits de l'Homme et on est prié de mettre les majuscules ! La France a vu naître Montaigne, Voltaire, Victor Hugo. Elle a servi de modèle au monde entier. Elle est éternelle, la France. C'est dire si c'est du solide. Quand Tonton parle à la télé, Dieu, lui-même, se fait pas fier.

D'ailleurs en France, au 1er décembre 1990, il y avait 52 000 personnes dans les camps de concentration.

Oui, dans les camps de concentration.

Il faut appeler les choses par leur nom, c'est plus pratique : un espace clos, entouré de murs, avec des miradors et des gardes armés, prêts à tirer, c'est un camp de concentration. A l'intérieur, des hommes qui travaillent pour la peau, qui vivent sur douze mètres carrés. Qui se déplacent dans des couloirs, entre les grilles. Qui vivent 15 ou 20 ans comme au zoo, mais sans les visites. C'est bien un camp de concentration... Ou, si l'on préfère, une prison.

Le mercredi 3 janvier, sur FR 3, une énième émission sur les camps français, appelés prisons, *La Marche du siècle*. Avec des gardiens de camps, des pourvoyeurs de camps, des psychiatres de camps... ça balaise large. L'audimat est correct.

Et les concentrationnaires, eux-mêmes, venus témoigner en direct. Et le public, avide de savoir : comment se masturbent-ils exactement ? Avec quelle main ? Ginette fais-moi voir ! Est-ce qu'ils ont le SIDA ? Est-ce qu'ils s'enculent à la queue leu leu, sans respecter l'ordre hiérarchique ?

Il y avait là un directeur de camp, dont j'ai oublié le nom (ça n'a pas d'importance, il n'entrera pas dans l'Histoire). Un psy avec des tics, un magistrat femelle, qui dissertait sur la réinsertion : on ne sait jamais, si un « perpète » avait l'idée de se recycler dans la magistrature ? Et puis, deux détenus, dont Charly Bauer. Charly, qui dominait tout ce petit monde de la tête et des épaules.

Il y a quelques années, Louis Lecoin écrivait : « Pas un de vous ne souhaiterait l'emprisonnement de son pire ennemi s'il se doutait de la profonde détresse qui accable l'homme en prison ». Il savait de quoi il parlait, P'tit Louis. Il avait fait 13 ans de camp contre la connerie de la guerre.

En prison, il y a de tout : des brutes comme des doux... En prison, il y a surtout des pauvres... des très pauvres. Encore plus pauvres que ça.

Les prisons, c'est à dire les camps de concentration, sont la honte de l'humanité. Tant qu'il y aura des prisons en France, et quelles qu'en soit les raisons, la France ne sera qu'un pays de nazillons qui ne s'avouent pas.

Il n'y a rien d'autre à ajouter. C'était un billet d'humeur... de très mauvaise humeur.

Guimou de la Tronche

SOMMAIRE

PAGE 1 : Pendant qu'il en est encore temps... agissons contre la guerre, Michel Vaujour : chronique d'un meurtre à petit feu, Editorial.
PAGE 2 : « Paroles directes », légitimité, révolte et révolution autour d'Action Directe.
PAGE 3 : Guerre du Golfe : Non !, samedi 12 janvier, tous contre la guerre !, Incident à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine : quelle en est la gravité ? En bref.
PAGE 4 : Contraception et avortement... les pratiques d'antan.
PAGE 5 : Michel Vaujour : chronique d'un meurtre à petit feu (suite de la une), Michel Vaujour s'explique : « Les raisons de ma grève de la faim ».
PAGE 6 : Cachemire : la liberté est-elle pour demain ? Les nouvelles portugaises d'« A Infos ».
PAGE 7 : Sélection R.-L., « La caverne » et autres nouvelles... de E. Zamlatine, Le fanzine « Futur », L'oratorio sacré de Ludwig Von 88.
PAGE 8 : Claudine Creach suspend sa grève de la faim, Billet d'humeur, Le dessin de la semaine, Infos FA.